

LES FONDS EUROPÉENS

GÉRÉS PAR
LA RÉGION DES **PAYS DE LA LOIRE**

—
juin
2019
—

Des chiffres et des projets

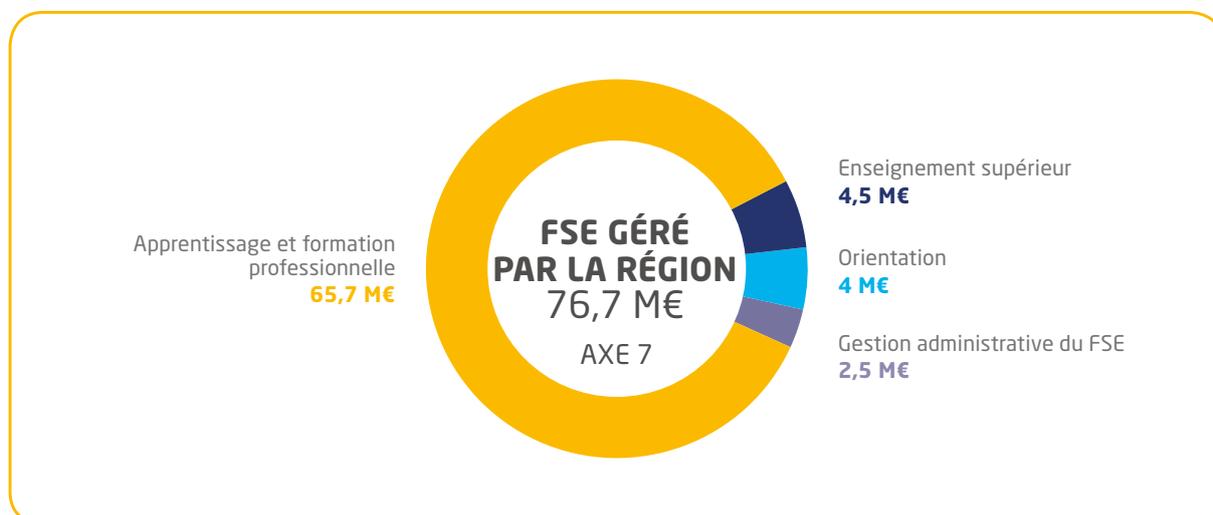
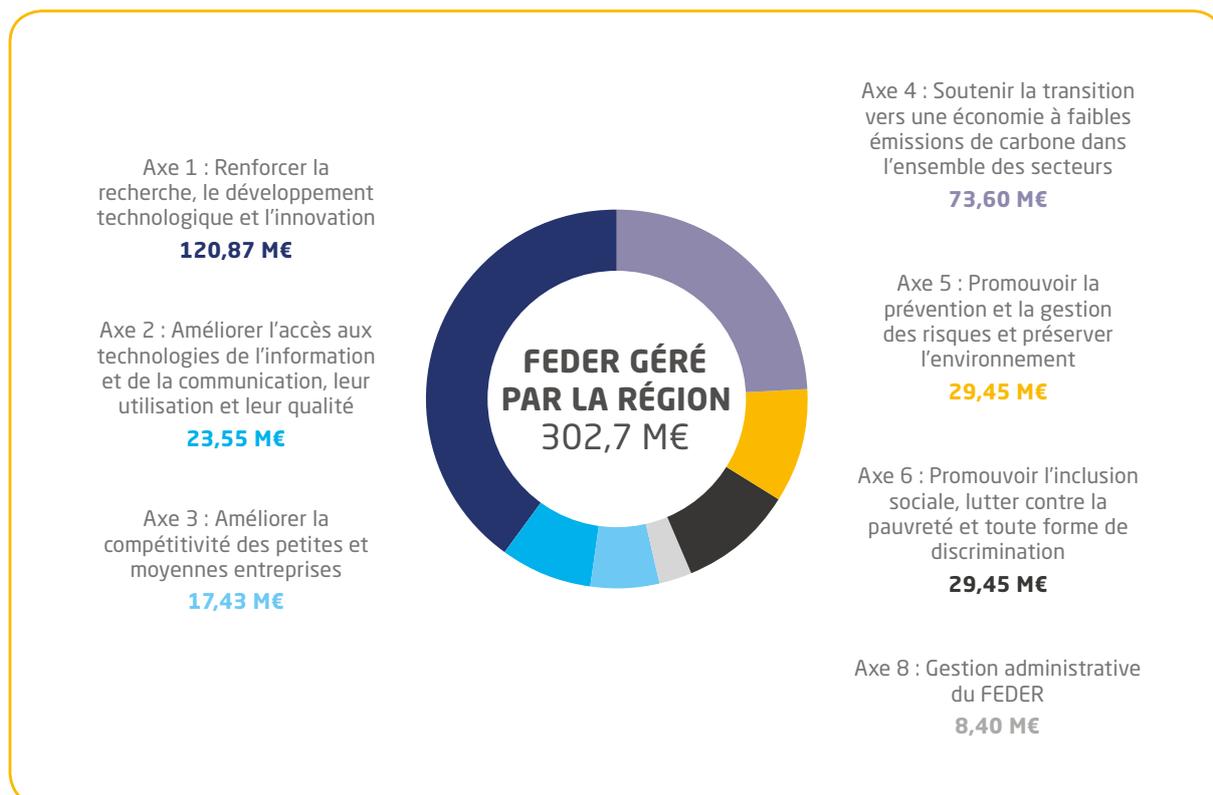
État d'avancement du programme FEDER-FSE
2014-2020 au 31/12/2018



www.europe.paysdelaloire.fr

LE PROGRAMME RÉGIONAL FEDER-FSE 2014-2020

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la Région des Pays de la Loire est responsable de la mise en place, sur son territoire, de la politique européenne de cohésion pour la période 2014-2020. Pour cela, elle dispose notamment de deux outils financiers : le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE). Les domaines d'intervention de ces deux fonds sont présentés dans le Programme opérationnel (PO) régional FEDER-FSE 2014-2020 adopté par la Commission européenne le 16 décembre 2014 et révisé le 28 novembre 2018.



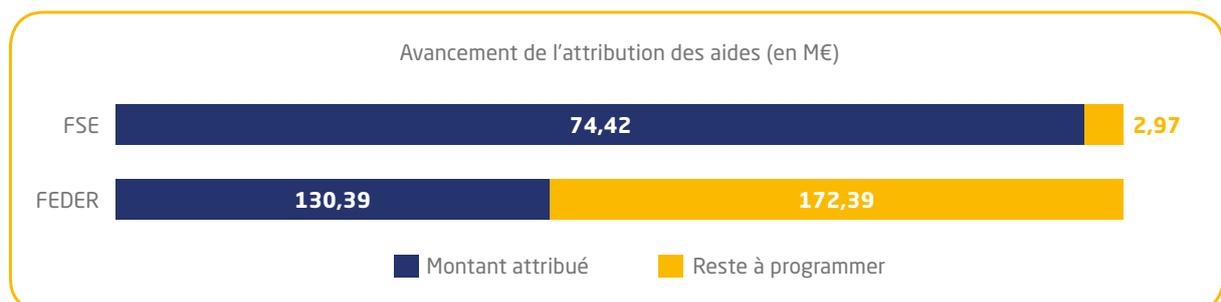
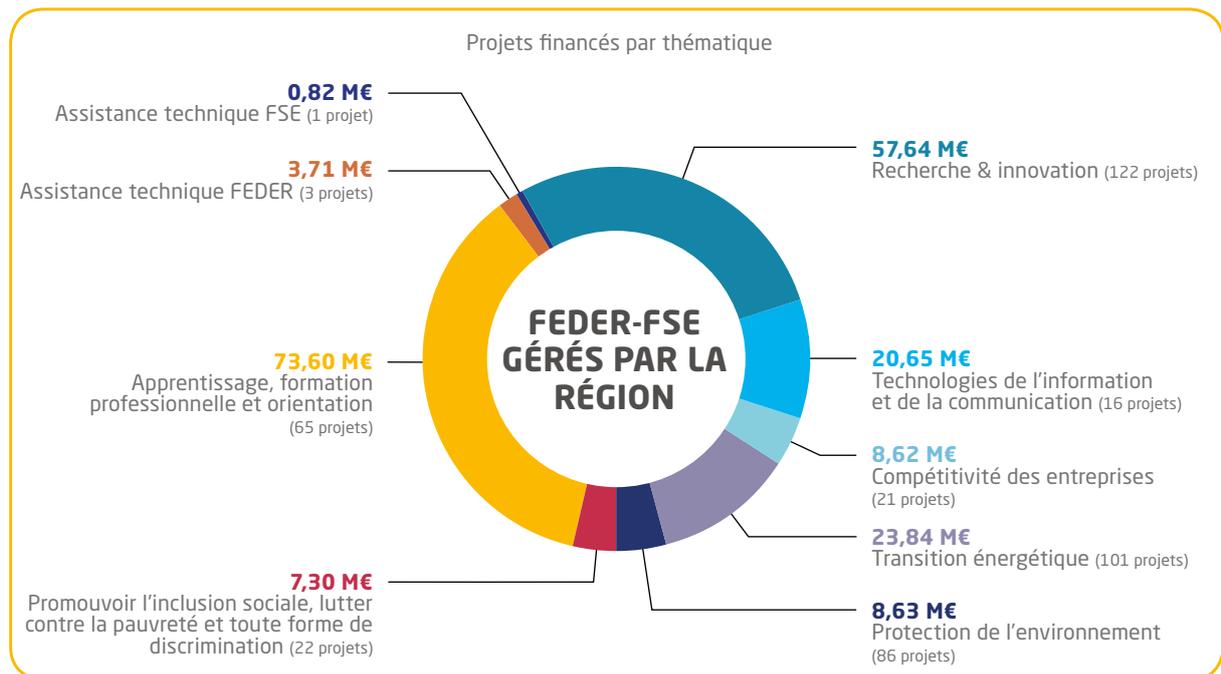
LES ÉTAPES DE LA VIE DU PROGRAMME RÉGIONAL FEDER-FSE EN 2018



¹CRS : Comité régional de suivi. ²LEADER : Liaison entre actions de développement de l'économie rurale. ³iTi : Investissement territorial intégré.

L'AVANCEMENT DU PROGRAMME RÉGIONAL FEDER-FSE AU 31/12/2018

437 projets ont bénéficié d'une aide européenne au 31/12/2018, dont 371 projets au titre du FEDER pour un montant total de 130,39 M€ et 66 projets au titre du FSE pour un montant total de 74,42 M€.



SUIVI DE PERFORMANCE SUR LES FONDS FEDER ET FSE

Les Pays de la Loire ont atteint les objectifs intermédiaires à fin 2018, sur les 7 axes du programme, conformément aux engagements pris auprès de la Commission européenne lors de la négociation du PO 2014-2020. Ces résultats positifs permettent de débloquer la réserve de performance, soit 6 % des crédits de la maquette. Un nouvel examen de la performance du programme sera conduit fin 2023.

THÉMATIQUES		INDICATEURS FINANCIERS		INDICATEURS DE RÉALISATION		
		Objectifs 2018*	% atteint		Objectifs 2018	% atteint
FEDER 	Recherche, développement, innovation	65,3 M€	120 %	 Surfaces de recherche créées et réhabilitées (m ²)	24 570	153 %
	Accès et qualité technologies de l'information et de la communication	12 M€	179 %	 Communautés d'innovation raccordées au très haut débit	200	113 %
	Compétitivité petites et moyennes entreprises	10,6 M€	112 %	 Entreprises bénéficiant d'un soutien	463	283 %
	Transition économie à faible émission CO ₂	64 M€	77 %	 Ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique	1 392	106 %
				 Surface intermodale aménagée pour les voyageurs (m ²)	30 400	188 %
				 Linéaire de voies de modes doux (km)	26	113 %
	Prévention/gestion des risques et environnement	18 M€	92 %	 Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (ha)	105 066	322 %
Inclusion sociale, lutte contre la pauvreté et discrimination	11,7 M€	107 %	 Bâtiments publics / commerciaux construits / rénovés dans les zones urbaines (m ²)	13 601	150 %	
FSE 	Éducation et formation	37,4 M€	93 %	 Nombre de participants « Autres personnes défavorisées » : en situation de besoins de compétences clés	2 652	101 %
				 Participants demandeurs d'emploi	2 618	176 %

*Dépenses certifiées suite à réalisation.

 Réserve de performance atteinte. La réserve de performance est atteinte si l'ensemble des indicateurs atteignent a minima 85% de leur objectif. Pour les indicateurs des axes 4 et 7 (comportant plus de deux indicateurs), ce taux est ramené à 75% de l'objectif pour un des indicateurs de l'axe.

EXEMPLES DE PROJETS FINANÇÉS EN PARTIE PAR LES FONDS EUROPÉENS

Parmi les projets soutenus, certains ont fait l'objet d'un article dans le magazine régional *Ma Région* diffusé dans toutes les boîtes aux lettres des Pays de la Loire. Voici quelques exemples de projets subventionnés par l'Europe.



RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU COLLÈGE REVERDY

-  **PORTEUR** : Département de la Sarthe
-  **DATE** : 2014-2017
-  **MONTANT** : 1 807 370,60 €
(dont 722 948,24 € de FEDER, soit 40 %)
-  **LIEU** : Sablé-sur-Sarthe (72)

Le projet concerne la rénovation énergétique du collège Reverdý (Sablé-sur-Sarthe), dans le cadre de l'action de rénovation des collèges et des lycées. Il consiste en l'amélioration de l'isolation du bâti et la modernisation des équipements techniques : remplacement des menuiseries, isolation thermique par l'extérieur de l'ensemble de l'établissement, réfection de la chaufferie gaz, modernisation et gestion des équipements techniques de chauffage, de ventilation mécanique et d'éclairage. Ces travaux permettront de réduire chaque année les émissions de gaz à effet de serre du collège de 85,18 teqCO₂. L'objectif est de passer de l'indice de consommation classe B (initial) à classe A, avec une réduction de 71 % de la consommation globale.

LIGE 171 : MICRO-ONDABILITÉ DES EMBALLAGES

ÉTUDE DES PHÉNOMÈNES DE MIGRATION DE SUBSTANCES POTENTIELLEMENT DANGEREUSES ET ÉVALUATION DE L'APTITUDE AU CONTACT ALIMENTAIRE

-  **PORTEUR** : GIP Inovalys
-  **DATE** : 2018-2021
-  **MONTANT** : 527 092 € HT
(dont 171 304,90 € de FEDER, soit 32,5 %)
-  **LIEU** : Le Mans (72)

Le chauffage par micro-ondes est devenu l'un des moyens de cuisson et de réchauffage des aliments les plus utilisés. Or, une utilisation à forte puissance augmente le risque de migrations de substances chimiques vers les aliments.

Considérant l'importance des enjeux économiques et de santé publique et sous l'impulsion de la plateforme régionale d'innovation Ligépack, plusieurs industriels ligériens des filières agroalimentaire et de l'emballage, ainsi que le laboratoire public d'analyse Inovalys, se sont réunis dans le cadre d'un projet collaboratif de recherche industrielle : LIGE 171.

Inovalys bénéficie du soutien financier du FEDER attribué à ce projet, à parité avec l'aide régionale au titre de la politique publique de soutien à l'innovation dans le secteur de l'alimentation.

Le projet vise à développer la connaissance des phénomènes de migration des substances chimiques de l'emballage alimentaire vers l'aliment, sous l'effet du chauffage par micro-ondes, grâce à de nouvelles méthodes d'analyse et à un four à micro-ondes analytique spécialement conçu et équipé. En relevant les températures réellement atteintes à l'interface emballage/produit, l'objectif est de créer une base de données des températures par typologie d'aliments et d'emballages en fonction des puissances de chauffage avec leurs impacts en termes de migration moléculaire pour optimiser le couple temps/puissance de chauffage.

Par ce projet, Inovalys entend renforcer ses compétences, mais également développer et contribuer à normaliser une méthode d'analyse fine des migrations de substances chimiques.



VOLET ÉQUIPEMENT SPECTROMÈTRE RMN - SUMMIT

-  **PORTEUR** : Université de Nantes
-  **DATE** : 2017-2019
-  **MONTANT** : 448 190 € HT
(dont 224 095 € de FEDER, soit 50 %)
-  **LIEU** : Nantes (44)

Sur le campus de la faculté des Sciences et techniques de Nantes, le laboratoire CEISAM dispose d'une plateforme de 6 spectromètres en résonance magnétique nucléaire (RMN).

La résonance magnétique nucléaire est une technique de chimie analytique qui permet d'étudier les molécules complexes présentes dans des échantillons liquides comme le sang, l'urine, le plasma, etc. Il s'agit d'une technique d'observation très puissante qui permet d'obtenir des informations très fines et précieuses sur la structure, la quantité et même la dynamique des molécules.

L'enjeu du projet de recherche intitulé SUMMIT – *Site-specific Ultrasensitive Magnetic resonance of Mixtures for Isotopic Tracking* – est de rendre la résonance magnétique nucléaire plus rapide et plus sensible qu'elle ne l'est pour le moment, et de pouvoir appliquer cette méthode à des organismes vivants pour mieux comprendre leur métabolisme. L'une des applications de ce projet vise une meilleure connaissance et compréhension des différents cancers du sein pour le développement d'une médecine personnalisée.

La subvention FEDER a permis l'acquisition d'un spectromètre RMN à haut champ (400 MHz) et d'une technologie permettant d'améliorer les performances d'un autre spectromètre (300 MHz). Ce soutien européen a permis à l'équipe de recherche en résonance magnétique nucléaire du CEISAM de décrocher à l'automne 2018 la prestigieuse bourse ERC (*European Research Council*), bourse œuvrant pour la coordination des efforts de recherches au sein de l'UE.



© Région Pays de la Loire



© RN Casse de la Belle Henriette

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION 2017-2019 DE LA RÉSERVE NATURELLE NATIONALE DE LA CASSE DE LA BELLE HENRIETTE-LA TRANCHE-SUR-MER

-  **PORTEUR** : Ligue pour la protection des oiseaux
-  **DATE** : 2017-2019
-  **MONTANT** : 484 926,23 €
(152 634,35 € de FEDER, soit 31,5 %)
-  **LIEU** : La Faute-sur-Mer et La Tranche-sur-Mer (85)

Partie intégrante de l'ensemble naturel du Marais poitevin, la Réserve naturelle nationale de la Casse de la Belle Henriette dispose d'une superficie de 337 hectares entre La Tranche-sur-Mer et La Faute-sur-Mer. Depuis 2012, l'État a confié sa gestion à la Ligue de protection des oiseaux (LPO - gestionnaire principal), l'Agence des aires marines protégées (devenue Agence pour la biodiversité [AFB] en 2017 - co-gestionnaire) et la Fédération départementale des chasseurs de Vendée (volets cynégétique et sensibilisation).

La gestion de la réserve naturelle est mise en œuvre via un plan de gestion 2017-2021. Ce dernier fixe les objectifs à long terme, conformément aux engagements conventionnels entre la LPO et l'État, identifie les besoins et prévoit la mobilisation financière correspondante.

Ce projet, porté par la Ligue de protection des oiseaux, concerne la réalisation des actions inscrites dans le programme d'actions du plan de gestion de la réserve naturelle : suivis scientifiques, actions de préservation des habitats, accompagnement de l'évolution naturelle des écosystèmes, valorisation écotouristique, action d'amélioration des connaissances, gestion des usages et de la fréquentation, travaux sur le patrimoine naturel. Il vise la préservation de l'état de conservation des habitats et espèces dans le périmètre de la réserve.

APPRENTIBUS

 **PORTEUR** : Région des Pays de la Loire

 **DATE** : 2017-2019

 **MONTANT** : 430 000 €
(dont 215 000 € de FSE soit 50 %)

 **LIEU** : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée

L'ApprentiBus, lancé début 2018, sillonne les routes des Pays de la Loire à la rencontre des collégiens et des lycéens en phase d'orientation. On y parle d'apprentissage, mais également des autres voies de formation, des métiers et de tout ce qui est susceptible d'intéresser les élèves en quête d'orientation. Entre janvier et juin 2018, plus de 4 000 jeunes ont été sensibilisés par ce dispositif soutenu par le Fonds social européen (FSE).

Mis à disposition des enseignants, chefs d'établissements, organisateurs de salons d'orientation ou collectivités, il a été conçu pour s'installer dans la cour des établissements. Il peut accueillir plus de 150 élèves par jour. Des propositions d'ateliers et de séquences pédagogiques permettent aux collégiens et aux lycéens de mieux se connaître, d'appréhender le monde professionnel et de l'entreprise, de s'informer sur les métiers, sur les perspectives possibles et sur les acteurs à même de les accompagner dans leur démarche d'orientation. Les jeunes peuvent notamment découvrir les environnements métiers grâce à des films en réalité virtuelle.



© Région Pays de la Loire / M. Gross



© Région Pays de la Loire

OBJECTIF SUP BTS-ACCÈS

 **PORTEUR** : Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP) des Pays de la Loire - Chef de file

 **DATE** : 2017-2020

 **MONTANT** : 459 722,20 €
(dont 229 816,10 € de FSE soit 50 %)

 **LIEU** : CNEAP (Angers), lycées de Briacé au Landreau et Saint-Clair à Derval (44), lycée Val-de-Sarthe à Sablé-sur-Sarthe (72)

Le projet « Objectif SUP BTS-Accès » est porté par le CNEAP Pays de la Loire, réseau fédérant les établissements privés d'enseignement agricole. Trois lycées agricoles sont partenaires : les lycées de Briacé au Landreau et Saint-Clair à Derval (44), et le lycée Val-de-Sarthe à Sablé-sur-Sarthe (72), regroupant 8 filières de baccalauréat professionnel et 6 filières de BTS. Ces trois établissements ont fait le constat conjoint du besoin d'accompagnement accru des lycéens de filières professionnelles à préparer et réussir leur entrée dans l'enseignement supérieur. Le projet « Objectif SUP BTS-Accès » vise donc à augmenter le taux de poursuite dans l'enseignement supérieur de ces futurs bacheliers de 57 % à 75 %.

Animé par une chargée de missions en charge de la coordination régionale des actions au sein des lycées, le projet propose des activités de renforcement et d'accompagnement des lycéens de filières professionnelles souhaitant poursuivre leurs études. Il s'agit de consolider les compétences des élèves en termes de connaissances, de savoir-faire en expression écrite et orale, de gagner en autonomie et en capacité d'organisation personnelle. Julie, une élève du lycée de Briacé, dit apprécier les tests de positionnement réalisés qui correspondent à ses attentes du dispositif, apprécie tout particulièrement l'accompagnement en petits groupes. Clément, également lycéen, souligne les méthodes de révision proposées, comme les fiches et les cartes mentales. Quant à la jeune Léa, pouvoir revoir les bases avant sa poursuite de formation est primordial. Ainsi, 29 des 33 élèves concernés par le dispositif au lycée de Briacé espèrent intégrer l'enseignement supérieur en septembre 2019.

Ce projet a été sélectionné dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt AILES +, porté par la direction de l'Enseignement supérieur de la Région des Pays de la Loire.

Résumé, à l'intention des citoyens,
du Rapport annuel de mise en œuvre 2019
pour l'année 2018 FEDER - FSE



www.europe.paysdelaloire.fr



Région des Pays de la Loire – mai 2019 **IMPRIM'VERT***